

le gouvernement réduisait quelques impôts, le ministre, lorsqu'il était de ce côté-ci de la Chambre, critiquait encore le gouvernement, déclarant qu'il ne les avait pas réduits suffisamment. Et d'ailleurs, le premier ministre actuel (M. Diefenbaker) a toujours traité le gouvernement libéral de "gouvernement taxeur". Voici maintenant ce que la *Gazette* du 24 décembre 1958 disait à ce sujet:

(Traduction)

"Le parti de l'impôt élevé est au pouvoir depuis trop longtemps", a déclaré M. Diefenbaker en 1947. "Les impôts sont devenus des moyens de confiscation et si cela continue, ils pourront ruiner notre régime de libre entreprise."

(Texte)

C'est le premier ministre actuel qui parlait alors; aujourd'hui il a tout oublié. Et la *Gazette* continuait:

(Traduction)

Les conservateurs ont promis de réduire les impôts, et c'est ce qu'ils ont fait par deux fois, à raison d'environ 200 millions par année. Au point où en sont les choses, ils ont fait ce qu'ils s'étaient engagés à faire...

M. Diefenbaker et ses collègues ont souligné à maintes reprises que les impôts étaient élevés à un tel point qu'ils "nuisaient au succès, décourageaient tout effort et diminuaient la production".

(Texte)

Cela, c'était le langage employé par ces messieurs lorsqu'ils étaient de ce côté-ci de la Chambre. Et le premier ministre actuel, de même que plusieurs membres de son cabinet, demandaient, chaque fois qu'ils avaient l'occasion de parler de budget, la formation d'une commission d'enquête royale aux fins d'étudier les dépenses faites au Canada. Et je relève encore dans la *Gazette* du 19 février de cette année ce qui suit:

(Traduction)

Durant les longues années que les conservateurs ont passées sur les banquettes de l'opposition, ils se sont fermement attachés à l'idée qu'il fallait établir une commission royale chargée d'enquêter sur les dépenses du gouvernement fédéral et de recommander des économies possibles. En ce temps-là, tous les vrais conservateurs appuyaient à fond cette idée. Ils ne cachaient pas que le rythme auquel le gouvernement libéral de l'époque pouvait dépenser l'argent les effarait, et qu'ils étaient convaincus de la nécessité d'y mettre le holà.

(Texte)

Ce sont ces messieurs qui, aujourd'hui, viennent louer les nombreuses dépenses qu'ils ont faites et même nous proposer des impôts sans avoir l'air d'être gênés.

Des critiques générales, émanant d'un peu partout à travers le Canada, avaient prévu que l'orgie de dépenses du gouvernement actuel conduirait nécessairement à la situation que nous connaissons présentement. Et je relève encore dans la *Gazette* de Montréal,

journal que l'on ne peut pas qualifier d'être libéral, ceci:

(Traduction)

Des mesures qui retournent sur leurs auteurs. Des dépenses de ce genre ne peuvent manquer de créer un déficit considérable. Un tel déficit ne peut être comblé que par un accroissement des impôts ou des emprunts. En matière d'imposition, les Canadiens ont déjà atteint un niveau inquiétant.

(Texte)

Et ceci, c'était le 10 février 1959. C'est dire que même les journaux qui appuient le gouvernement craignaient la situation qui se développait à cause de ces dépenses exorbitantes et exagérées qui n'ont pas toujours été faites dans le dessein de remédier à la situation qui existe au Canada.

Si au moins ces dépenses avaient adouci la situation du chômage d'une façon sensible, les budgets déficitaires auraient été acceptés; mais non, la situation a empiré d'année en année. Bien que les chiffres indiquent une certaine diminution du chômage, si nous ajoutons le nombre de gens qui n'ont plus droit aux prestations, nous en arrivons à un nombre plus considérable que ne l'indique la statistique. Voici ce que l'on pouvait lire dans la *Gazette* de Montréal du 26 décembre 1958:

(Traduction)

La roue désaxée. Que faut-il faire maintenant? En dépensant au delà de ses revenus, le gouvernement a été amené à dresser un budget d'une lourdeur inquiétante. Mais il a également, sans aucun doute, concouru à l'inflation du pays.

(Texte)

Et ceci est une énorme vérité. Monsieur le président, j'ai été éberlué, l'autre jour, lorsque j'ai vu l'honorable ministre, avec un sourire épanoui, annoncer que le déficit, cette année, ne s'élèverait pas à un milliard, ni même 700 millions de dollars, mais seulement à 617 ou 618 millions, pendant qu'en plus, affichant un air tout à fait satisfait, il annonçait une augmentation générale d'impôts qui va frapper tous ceux qui marchent sur deux pattes au Canada et que, plus tard, dans un élan poétique, lorsqu'il parlait en français, il nous disait:

Nous avons survécu au calme inquiétant de la régression et les vents de la prospérité gonflent de nouveau nos voiles, alors que se réaffirment la force et la fermeté fondamentales de l'économie canadienne. Je prévois une année prospère pour l'économie canadienne. Avec une population unie, résolue et confiante, le Canada progresse sans défaillance vers sa lumineuse destinée.

Monsieur le président, ceci me rappelle... (applaudissement) Vous pouvez applaudir! Ceci me fait penser à Néron qui, tout en déclamant ses chansons en s'accompagnant sur la harpe, admirait Rome qui se consumait.